

La République du Centre, 23 janvier 2018

SOCIAL ■ Les surveillants du centre pénitentiaire participent au mouvement national de blocage des prisons

Le ton se durcit à la prison de Saran

La police est intervenue hier matin pour déloger les centaines de surveillants qui bloquaient la porte d'entrée de l'établissement. Les syndicats appellent à poursuivre le mouvement aujourd'hui.

Arnaud Courcier
reporter

Il était une semaine à la cour des miracles. Le mouvement des surveillants de la prison. Une contestation à mener à Marseille quand une colonne de policiers causés se présente face à eux pour les déloger.

Comme d'habitude et comme dimanche déjà, les forces de l'ordre sont intervenues hier matin, vers 8 h 30, pour mettre fin au blocage du centre pénitentiaire de Saran.

En effet, les surveillants de l'établissement, mobilisés depuis plusieurs jours dans le cadre d'un mouvement national, avaient dressé une barrière de prison et de policiers, fait faire des barricades.

Violence physique et verbale
L'après-midi, les agents pénitentiaires dénoncent la violence physique et verbale des policiers.



FORCE L'intervention musclée des policiers pour mettre fin au blocage des détenus lors d'actes de violence.

« On n'est pas des policiers », écrivait Christiane Godechoux, secrétaire locale du syndicat Usp-Dina qui participe au mouvement avec l'Usp et que les militaires ou les policiers.

« On veut montrer à l'administration pénitentiaire

qu'on n'est pas des policiers », écrivait Christiane Godechoux, secrétaire locale du syndicat Usp-Dina qui participe au mouvement avec l'Usp et que les militaires ou les policiers.

« On veut montrer à l'administration pénitentiaire

qu'on n'est pas des policiers », écrivait Christiane Godechoux, secrétaire locale du syndicat Usp-Dina qui participe au mouvement avec l'Usp et que les militaires ou les policiers.

« On veut montrer à l'administration pénitentiaire

qu'on n'est pas des policiers », écrivait Christiane Godechoux, secrétaire locale du syndicat Usp-Dina qui participe au mouvement avec l'Usp et que les militaires ou les policiers.

« On veut montrer à l'administration pénitentiaire

droit de grève.

Sanctions disciplinaires

Hier matin, une fois la porte d'entrée délogée, la direction de l'établissement est d'ailleurs venue rappeler les agents à leurs obligations. « Vous vous exposez à des sanctions ! », a-t-elle lancé, selon les médias.

Après une réunion générale importante, les surveillants ont finalement accepté de prendre leur pose à 10 heures. À l'intérieur de l'établissement, deux équipes régulières d'intervention et de sécurité (EIS) ont aussitôt été spécialement appelées en renfort de Dijon pour garantir le bon fonctionnement de la prison.

Débuter une poignée de surveillants, qui n'étaient pas de service, ont continué de faire entendre et

sur les réseaux sociaux. Ils ont même bloqué une partie de la route et les négociations avec le gouvernement n'ont pas abouti d'ici là.

Les délégués du Loiret, Stéphane Bize et Caroline Laitier, ont prévu de se réunir avec les agents pénitentiaires du centre pénitentiaire, vendredi prochain.

Le ministre de la Justice en a profité pour annoncer qu'il n'y avait pas de négociations en cours pour lever les décrets médicaux. Il est également engagé à intervenir auprès de la garde des Sceaux si des sanctions disciplinaires venaient à frapper les surveillants, qui ne disposent pas du